



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

Lettre d'information « Certificats d'économies d'énergie »

Février 2017

Éditorial

Les travaux européens visant à réviser la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique ont débuté. La proposition de révision prévoit de renforcer les objectifs européens à 2030 en matière d'efficacité énergétique et de conforter les mécanismes d'obligation d'économies d'énergie, tels les CEE, dans la durée – a minima jusqu'à 2030.

A la suite des travaux de concertation pour préparer la quatrième période du dispositif menés fin 2016, et suite aux annonces de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer le 3 novembre 2016, un projet de décret prévoyant les obligations pour la quatrième période des CEE 2018-2020 a été soumis au Conseil d'Etat et à la consultation du public. Il devrait être publié dans le courant du mois de mars. Il prévoit un objectif de 1200 TWhc « classiques » et 400 TWhc « précarité énergétique » pour la période 2018-2020, avec une méthode de répartition entre obligés équivalente à celle de la troisième période.

Pascal DUPUIS
Chef du service climat et efficacité énergétique

Tableau de bord CEE « classiques »

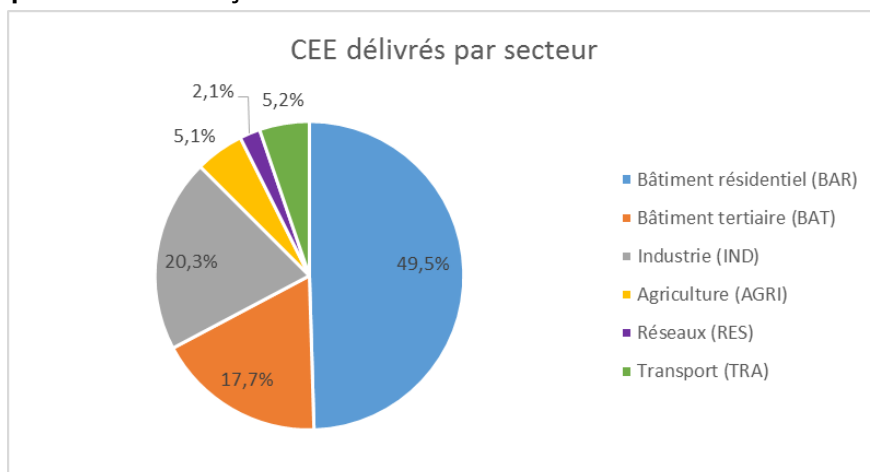
Depuis le début du dispositif jusqu'au 31 janvier 2017, un total de 1155,7 TWh_{cumac} a été délivré, dont 541,1 TWh_{cumac} depuis le 1^{er} janvier 2015. Sur ce total de 541,1 TWh_{cumac} :

- un volume de 492,4 TWh_{cumac} a été délivré aux acteurs obligés ;
- un volume de 48,6 TWh_{cumac} a été délivré aux acteurs éligibles non obligés, dont 14,2 TWh_{cumac} pour le compte des collectivités territoriales et 18,7 TWh_{cumac} pour le compte des bailleurs sociaux.

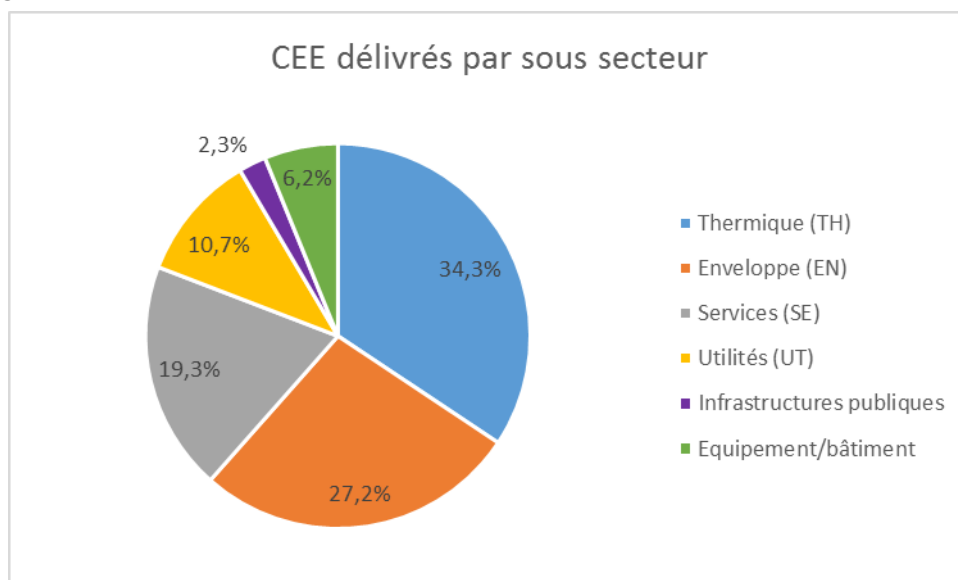
Le volume total de 541,1 TWh_{cumac} se divise de la façon suivante : 89,1% ont été obtenus dans le cadre d'opérations standardisées, 6,6% via des opérations spécifiques et 4,3% via des programmes d'accompagnement.

Par ailleurs, le stock de demandes en cours d'instruction au PNCEE s'élève à 54,5 TWh_{cumac}.

Les CEE délivrés entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 janvier 2017 pour des opérations standardisées et spécifiques, se répartissent de la façon suivante entre les secteurs :



Les économies d'énergie issues d'opérations standardisées se répartissent de la façon suivante entre les sous-secteurs :



Les dix premières opérations standardisées sont :

Référence	Intitulé de l'opération standardisée	% des CEE délivrés
BAR-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	11,0%
BAR-EN-102	Isolation des murs	9,7%
BAR-TH-07-SE / BAR-TH-107-SE	Chaudière collective de type condensation avec contrat assurant le maintien du rendement énergétique de la chaudière	7,0%
BAR-TH-06 / BAR-TH-106	Chaudière individuelle à haute performance énergétique	7,0%
IND-UT-17 / IND-UT-117	Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid	5,3%
IND-UT-02 / IND-UT-102	Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone	4,2%
BAR-TH-07 / BAR-TH-107	Chaudière collective à haute performance énergétique	4,2%
BAT-EN-01 / BAT-EN-101	Isolation des combles ou de toiture (tertiaire)	3,9%
BAR-TH-31 / BAR-TH-131	Isolation d'un réseau d'eau chade sanitaire	2,9%
BAT-TH-19 / BAT-TH-119	Isolation d'un réseau d'eau chade sanitaire	2,8%

Enfin, s'agissant de l'activité du marché des CEE sur le registre, le volume de certificats échangés entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 janvier 2017 est de 302,1 TWh_{cumac}, pour un total de 1984 transactions. Comme l'indique le site du registre national des certificats d'économies d'énergie, le prix moyen de cession des CEE transférés au mois de janvier 2017 était de 0,212 c€ HT/kWh_{cumac}.

Tableau de bord CEE « précarité énergétique »

Depuis le 1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 janvier 2017, un total de 69,4 TWh_{cumac} a été délivré dont :

- un volume de 51,0 TWh_{cumac} pour les acteurs obligés ;
- un volume de 18,4 TWh_{cumac} pour les acteurs éligibles non-obligés, dont 7,8 TWh_{cumac} pour le compte des bailleurs sociaux et 407 GWh_{cumac} pour le compte des collectivités.

Le volume total de 69,4 TWh_{cumac} se divise de la façon suivante : 83,0% ont été obtenus dans le cadre d'opérations standardisées, 14,0% via des opérations spécifiques et 3,0% via des programmes d'accompagnement.

Par ailleurs, le stock de demandes en cours d'instruction au PNCEE s'élève à 21,6 TWh_{cumac}.

Les sept opérations standardisées les plus fréquemment mises en œuvre sont :

Référence	Intitulé de l'opération standardisée	Part des CEE délivrés
BAR-EQ-111	Lampe à LED de classe A+	31,8%
BAR-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	16,0%
BAR-EQ-112	Systèmes hydro-économes	13,4%
BAR-TH-45/BAR-TH-145	Rénovation globale d'un bâtiment résidentiel	8,7%
BAR-EN-102	Isolation des murs	8,2%
BAR-TH-131	Isolation d'un réseau hydraulique d'eau chaude sanitaire	4,0%
BAR-TH-115	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage	3,8%

Enfin, s'agissant de l'activité du marché des CEE sur le registre, le volume de CEE « précarité énergétique » échangés entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 janvier 2017 est de 60,2 TWh_{cumac}, pour un total de 391 transactions. Comme l'indique le site du registre national des certificats d'économies d'énergie, le prix moyen de cession des CEE transférés au mois de janvier 2017 était de 0,449 c€ HT/kWh_{cumac}.

Révision des fiches d'opérations standardisées

Un [arrêté](#) modifiant le catalogue des fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie présenté au Conseil supérieur de l'énergie le 10 novembre 2016 a été publié au journal officiel le 22 décembre 2016.

Un nouvel arrêté a été présenté au CSE le 31 janvier 2017. Il sera prochainement publié au journal officiel.

Cet arrêté la révision de trois fiches anciennes de la deuxième période conduisant à trois fiches révisées (BAR-TH-143, BAT-EN-110, et RES-CH-106). Il prévoit également la modification de deux fiches déjà publiées :

- Moto-variateur synchrone à aimants permanents ou à réluctance (BAT-EQ-123),
- Système de transmission performant (IND-UT-127).

Ces fiches modifiées sont applicables aux opérations standardisées d'économies d'énergie engagées à partir du 1^{er} avril 2017.

Enfin, cet arrêté modifie plusieurs articles de l'arrêté du 14 décembre 2016 ayant modifié l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé (arrêté présenté au CSE du 10/11/2016). Il s'agit de corriger une erreur dans les articles 2 et 5 de cet arrêté en précisant que les fiches concernées viennent remplacer les fiches portant les mêmes références dans les annexes citées et non pas compléter les dites annexes. S'agissant de fiches déjà publiées, un délai d'application est fixé au 1^{er} avril 2017.

Programme « Economies d'énergie dans les TEPCV »

Un [arrêté en date du 9 février 2017](#) portant validation du programme « Economies d'énergie dans les TEPCV » a été publié au Journal officiel du 12 février 2017. Ce programme vise à encourager le déploiement d'actions d'économies d'énergie dans les TEPCV de moins de 250 000 habitants, pour les territoires signataires d'une convention TEPCV avec l'Etat à partir du 13 février 2017.

Sont éligibles les dépenses portant sur des actions conformes à une liste définie de fiches d'opérations standardisées, sur le patrimoine du TEPCV, ou sur les logements des habitants de ces TEPCV. Il s'agit notamment d'actions portant sur la rénovation de l'éclairage public, l'isolation ou le changement de chauffage pour les bâtiments publics, l'isolation ou le changement de chauffage pour les logements résidentiels individuels, le raccordement d'un bâtiment public ou d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur.

Ces actions ne donneront pas lieu à délivrance de CEE « travaux » et ne permettent pas de bénéficier des bonifications prévues dans le cadre du dispositif. Enfin, elles ne doivent pas avoir bénéficié de subventions TEPCV.

« Coup de pouce économies d'énergie »

Suite aux discussions avec les acteurs dans le cadre de la concertation pour la mise en place de la quatrième période des CEE, une initiative visant à accélérer les actions de lutte contre la précarité énergétique dans le cadre des CEE sera prochainement lancée. Elle s'appuiera sur l'engagement de partenaires obligés signataires d'une charte, qui s'engageront à proposer aux ménages modestes des primes minimales pour des opérations engagées d'ici le 31 mars 2018 de:

- 800 €, au moins, pour le remplacement d'une chaudière individuelle par une chaudière neuve au gaz ou au fioul à haute performance énergétique, réalisé conformément à la fiche d'opération standardisée CEE BAR-TH-106 en vigueur ;
- 100 €, au moins, pour l'installation d'un système de régulation centralisée par programmation d'intermittence des radiateurs électriques réalisée conformément à la fiche d'opération standardisée CEE BAR-TH-118 en vigueur ;

- 50 €, au moins, pour l'installation d'un émetteur électrique à régulation électronique à fonctions avancées réalisée conformément à la fiche d'opération standardisée CEE BAR-TH-158 en vigueur ;
- 1300 €, au moins, pour le remplacement d'une chaudière individuelle par une chaudière biomasse neuve de classe 5, réalisé conformément à la fiche d'opération standardisée CEE BAR-TH-113 en vigueur.

Les signataires s'engagent également à mettre en place une offre pour l'isolation des combles et des toitures.

Les offres des signataires de la charte seront référencées par le ministère, et porteuses du logo ci-dessous :



Les opérations s'inscrivant dans ce cadre pourront bénéficier d'une bonification prévue par l'[arrêté en date du 15 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application de la troisième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Mise en ligne de statistiques de délivrance

Les statistiques des délivrances de CEE par fiche d'opération standardisée, par département, et en fonction de leur date d'engagement (par semestre depuis 2014) mises en ligne ont été mises à jour. Vous pouvez les retrouver sur [la page internet du ministère dédiée aux CEE](#).

Renouvellement de la concession de service public pour la gestion du registre national de CEE

Le registre national des CEE est actuellement géré par la société Locasystem, dans le cadre d'une convention de concession de service public, courant jusqu'à fin 2017.

Pour attribuer la gestion de ce service public sur la période 2018-2022, un [appel à candidatures](#) a été publié au BOAMP. Les candidats ont jusqu'au 15 mars pour envoyer leur dossier.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

1. Envoi des candidatures : jusqu'au 15 mars 2017 ;
2. pré-sélection des candidats et transmission du cahier des charges de la délégation : fin mars 2017 ;
3. remise des offres par les candidats : début mai 2017 ;
4. choix du délégataire : mai 2017 ;
5. signature du contrat avec le candidat retenu : juin 2017 ;
6. entrée en fonction du nouveau registre : 1er janvier 2018.

Envois des courriers au PNCEE

Les courriers doivent être adressés au Pôle national des certificats d'économies d'énergie de préférence sans mention de nom de destinataire sur l'enveloppe, aux adresses suivantes :

Pour les envois postaux :

Pôle National CEE
Direction Générale de l'Energie et du Climat
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
Tour Pascal
92055 La Défense Cedex

Pour les livraisons en main propre (du lundi au vendredi 9h-12h et 14h-17h, sauf mardi uniquement de 14h à 17h) :

Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92800 PUTEAUX

Liens utiles

- [pages dédiée aux CEE sur le site de la DGE](#)
- [site du registre national des certificats d'économies d'énergie](#)